



7ème Sommet des Parlementaires du G8/G20

« Jeunes filles et enjeux de population : les leviers oubliés du développement. »

Intervention d'ouverture de Danielle BOUSQUET

les 16 et 17 mai 2011 à Paris

Mesdames, Messieurs, cher-e-s ami-e-s parlementaires,

C'est avec un grand honneur que nous vous accueillons aujourd'hui à l'Assemblée nationale pour ouvrir ce 7^{ème} Sommet des Parlementaires du G8/G20.

Lors de la **4ème conférence mondiale sur les femmes de Pékin**, dont nous avons fêté le 15^{ème} anniversaire l'an dernier, la communauté internationale a pris l'engagement de veiller à ce qu'une perspective de genre soit appliquée à toutes les politiques et tous les programmes aux niveaux national, régional et international. La Déclaration et le Programme d'action de Pékin demandent à ce que soient prises en compte les situations spécifiques et les discriminations quotidiennes vécues par les filles et les femmes dans tous les secteurs de leurs interventions. Cette conférence a mis en avant le lien systémique entre les problèmes d'égalité, démographique et de développement humain.

C'est tout le sens des Sommets des parlementaires du G8/G20 pour la population et le développement que de rappeler aux dirigeants de ce monde l'actualité et l'importance de ces enjeux.

Branko MILANOVIC, économiste à la Banque mondiale, a montré qu'environ 80% des inégalités de revenus entre individus à l'échelle de la planète, s'expliquent par le pays où l'on est né, c'est à dire un paramètre parfaitement aléatoire. Il aurait pu poursuivre en montrant que le fait d'être née femme, ou né homme, conditionne tout autant la vie d'une personne que d'être né ou non au « bon endroit ». **En effet, 70% des personnes pauvres de la planète sont des femmes. Et de façon générale dans toutes les sphères de la société aux quatre coins du monde, les femmes sont discriminées et dominées parce qu'elles sont des femmes.** L'anthropologue Françoise HERITIER, dont je salue tout particulièrement la présence parmi nous, insiste sur le fait que la question de l'égalité entre les sexes n'est pas une question seconde mais, au contraire, **la question politique majeure**, parce qu'elle régit l'ensemble des rapports humains. Elle démontre en quoi l'inégalité entre les sexes est fondatrice et modèle de tous les autres systèmes inégalitaires.

Nous plaçant résolument au cœur de cette bataille pour l'égalité, nous pensons qu'à l'échelle de la planète comme dans nos pays respectifs, **c'est par la prévention et la construction de rapports sociaux égalitaires entre les sexes que l'on avancera le plus rapidement et le plus solidement.**

C'est pourquoi, comme nous l'annoncions lors du dernier Sommet à Ottawa en juin dernier, nous avons décidé de consacrer ce 7^{ème} Sommet des parlementaires **aux adolescentes et aux questions de population** : qui pour nous aujourd'hui sont, pour le développement, les leviers oubliés.

Alors de qui parle t-on ? Dans le monde, 600 millions de filles sont âgées de 10 à 24 ans. Parmi celles-ci, plusieurs dizaines de millions sont en situation de vulnérabilité. N'ayant pas ou plus accès à l'école parce qu'elles sont déscolarisées précocement à l'âge de 8/10 ans, **ces filles sortent ensuite de l'écran radar des politiques publiques à un moment où pourtant elles courent tous les dangers :**

- de sous nutrition,
- mauvaise santé globale,
- mariage d'enfants,
- maternité précoce,
- plusieurs avortements non sécurisés,
- violences de toutes sortes, dont la prostitution,
- infection par le Sida.

Il y'a donc urgence à agir pour renforcer les droits de ces filles et leurs capacités de maîtriser leur vie. Le 1er impératif c'est celui des droits.

Il faut ajouter à cela le poids des enjeux démographiques. Car nous sommes aujourd'hui en présence de la plus grande génération en âge de procréer que l'on ait jamais connue. C'est en effet plus d'un quart de la population d'Asie, d'Amérique Latine, des Caraïbes ou encore d'Afrique Sub-saharienne qui se compose de filles âgées de 10 à 24 ans.

Ces adolescentes, extrêmement nombreuses, n'ont ni la maîtrise de leur corps ni celle de leur vie du fait des nombreuses inégalités dont elles sont l'objet. Tout l'enjeu est donc de **mettre en oeuvre des politiques publiques qui fassent de ces adolescentes un**

puissant levier de changement. C'est là le nœud du développement ou du non développement.

Cela peut augmenter considérablement nos chances de faire face aux grands défis de notre temps : changements climatiques, crises économiques, urbanisation galopante, migration, VIH et SIDA, pauvreté et inégalités sociales ; de construire un développement juste et durable.

Comme **continuer à ne pas voir leur existence, leur réalité, accélérerait probablement l'explosion démographique et risquerait de maintenir dans la pauvreté encore pour longtemps nombre de pays.** Car la démographie transforme en profondeur nos sociétés, et comme nous dit Amartya SEN, présente « un monde qui recèle autant de possibilités immenses que de gigantesques échecs ». **Aux dirigeants et dirigeantes mondiaux de saisir ces opportunités !**

Or, ces adolescentes en situation de vulnérabilité sont les laissées pour compte des politiques publiques.

L'UNICEF, dans son rapport 2011 « L'adolescence : l'âge de tous les possibles », relève que paradoxalement, alors que les inégalités de sexe deviennent plus manifestes au cours de l'adolescence, lorsque les budgets de développement se réduisent, l'approche classique tend à considérer que les ressources doivent être principalement affectées aux enfants de moins de 10 ans. A titre d'exemple, moins de 1% des programmes des nations-unies, soit environ 300 millions de dollars par an, sont aujourd'hui consacrés à promouvoir l'autonomie des femmes, donc imaginez ce qu'il en ressort concernant les adolescentes de 10 à 24 ans.

En effet, la question de ces adolescentes, comme c'est le cas pour les femmes et les inégalités entre les sexes en général, est un point aveugle de l'action publique.

Ce sujet glisse aux oreilles des décideur-e-s mais ne semble pas retenir leur attention. Une réelle prise de conscience n'opère pas au-delà du « ouïsme » de façade. Les rapports institutionnels, les études universitaires ... sont pourtant là, mais ne semblent pas laisser d'empreinte sur les décideur-e-s du monde. Alors pourquoi ? Quelles sont les résistances ?

C'est qu'en ce domaine, il y'a les mœurs, les coutumes, les mentalités, façonnées par des siècles d'organisation sociale. Mais cela ne saurait justifier que l'on se réfugie dans le fatalisme et la résignation. Car je le répète, il s'agit d'un enjeu majeur.

C'est ainsi que les parlementaires des pays du G8/G20 et plus largement d'Afrique et d'ailleurs, nous avons la volonté de **porter ce message au niveau des chef-fe-s d'Etat et de gouvernement**. Nous voulons pour ce faire **impliquer une société civile mondiale dynamique**. Nombreux et nombreuses sont celles et ceux qui au quotidien se battent pour un monde plus solidaire, contre les inégalités de toutes sortes et en particulier contre les inégalités de genre. Nous revendiquons que les parlementaires soient plus largement impliqués dans les politiques d'aide au développement. Et nous sommes prêts à répondre à l'invitation que Madame Michèle BACHELET nous lance dans le message vidéo qui vous sera diffusé dans quelques minutes : celle de prendre de nouvelles initiatives parlementaires pour promouvoir les droits et le bien être des filles d'aujourd'hui, qui seront les femmes de demain. L'expérience nous a montré que sans un volontarisme politique sans faille et une bonne dose d'implication des citoyens, aucune mesure d'aide publique ne saurait être réellement efficace.

Nous lancerons donc à l'issue de ce Sommet, un appel aux dirigeant-e-s du G8/G20. Nous leur demanderons alors qu'ils adoptent une approche globale et cohérente en terme de développement qui, parce qu'elle prendrait enfin véritablement en compte les relations socialement construites entre les sexes, et parce qu'elle ferait de la question des adolescentes en situation de vulnérabilité une priorité, permettrait d'accélérer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Au moment où nous voulons interpeller au plus haut niveau, **nous pouvons d'ores et déjà compter sur des alliées de poids** comme les américaines Hillary CLINTON et Mélanne VERVEER, l'ambassadrice itinérante des USA pour les droits des femmes dans le Monde, ou comme la Ministre des droits des femmes du Brésil, Mme Iriny LOPES, ou sur des pays tels que la Norvège et l'Allemagne.

Nous voulons parler aux convaincus ET AUSSI aux réalistes. A ceux qui feront entendre la voix de ces millions d'adolescentes par choix et par conviction, ET A CEUX

qui y prêteront une attention par pragmatisme, car ils auront compris que cette question est INCONTOURNABLE.

Nous ne nous priverons pas de l'argument économique puisqu'il est vérifié qu'exclure les femmes et les jeunes filles coûte cher, et à l'inverse qu'en investissant dans des actions dans leur direction, on engendre des bénéfices collectifs en terme de développement et de croissance économique. Ceci dit, ce n'est qu'un argument de plus. Car sinon, qu'advierait-il si dans 20, 30 ou 50 ans agir pour l'égalité entre les sexes s'arrêtait d'être « rentable » économiquement ? **Il ne saurait y avoir d'égalité sous condition.** Ne perdons jamais de vue que c'est la croissance économique qui doit être au service du développement humain, et non l'inverse.

Aussi, dans une perspective universaliste, nous parlerons au cours de ce Sommet des potentialités énormes que ces adolescentes peuvent déployer si elles s'autonomisent et deviennent actrices de leur propre vie.

Enfin, notre rôle est également de montrer en quoi les relativismes culturels et la montée des intégrismes religieux pèsent lourdement aujourd'hui sur la situation. Nous nous devons d'agir pour les repousser, et réaffirmer fortement la nécessité de la séparation du religieux et du politique comme condition première de l'égalité entre les sexes.

Nous vous remercions toutes et tous pour votre présence et votre participation à ce Sommet. Je passerai désormais la parole à Mari SIMONEN, Directrice exécutive adjointe du Fonds des Nations Unies pour la Population.

POINT SUR LE DEROULEMENT DU SOMMET

Au nom de toute l'équipe d'organisation de ce Sommet - EPF, Le Planning familial, Equilibre et Population, et les parlementaires français en action – c'est avec fierté que je vous présenterai brièvement le déroulé de ce Sommet.

Un point déjà sur vous, les participants et intervenants à ces deux jours de réflexions et d'échanges. L'affluence d'aujourd'hui atteste de l'intérêt suscité par ce Sommet : près de 60 parlementaires venus de 35 pays, d'Europe, d'Asie, d'Afrique et des Amériques sont ici

aujourd'hui. La France est représentée par des parlementaires de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Parlement européen. Le Parlement Pan-Africain est également représenté.

Nous avons tenu à construire un programme où un savant équilibre entre universitaires, institutions internationales, membres de Gouvernement, et personnalités issues de la société civile concourra nous l'espérons aux échanges les plus riches possibles.

Nous avons également dans ce programme tenu à donner la parole aux jeunes elles-mêmes. Nous sommes ainsi heureux d'accueillir Aissata Bocoum, représentante du parlement national des enfants du Mali. En revanche nous regrettons que la participation de Nesrine Jelalia, jeunes tunisienne, représentante du Fonds des Nations Unies pour la Population, n'ait pas été rendue possible. Nous devons en tout cas à l'avenir conserver intact l'objectif de donner la parole aux premières concernées.

Concernant maintenant le format de ce Sommet, nous avons voulu mixer quatre tables rondes, qui permettront l'échange sur les grandes questions qui nous intéressent entre des panelistes aux profils diversifiés; six ateliers apportant des focus particuliers sur des questions plus ciblées ; et enfin trois plénières laissant la parole au Gouvernement français sur les priorités de la présidence française des G8 et G20, et aux parlementaires présents afin qu'ils dressent un panorama des engagements pris ou non par leurs gouvernements respectifs et qu'ils et elles discutent l'interpellation qui sera adressée au G8/G20.

Ce lundi sera consacré aux deux questions majeures qui constituent notre problématique : celle des droits et des potentialités des filles d'une part, et celle des risques et des opportunités associés aux enjeux démographiques aujourd'hui.

Demain mardi, nous insisterons sur l'urgence qu'il y'a à ce que le G8 et le G20 s'empare de ces deux questions, et nous avancerons pour ce faire des pistes d'action.